

Geschäftsverzeichnissnr. 6676
Entscheid Nr. 104/2018 vom 19. Juli 2018

## ENTSCHEID

---

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 14. Oktober 2016 zur Abänderung verschiedener Dekrete über das Wohnungswesen, erhoben von der VoG « Vlaams Huurdersplatform ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten A. Alen und J. Spreutels, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet, R. Leysen und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten A. Alen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

## I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. Juni 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. Juni 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Vlaams Huurdersplatform », unterstützt und vertreten durch RA M. Dambre, in Gent zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 14. Oktober 2016 zur Abänderung verschiedener Dekrete über das Wohnungswesen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Dezember 2016, zweite Ausgabe).

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der Flämischen Regierung, unterstützt und vertreten durch RAin E. Cloots, RA J. Roets und RA S. Sottiaux, in Antwerpen zugelassen,
- der VoG « Liga voor Mensenrechten », unterstützt und vertreten durch RA D. Pattyn, in Brügge zugelassen.

Die klagende Partei hat einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht und die Flämische Regierung hat auch einen Gegenerwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 28. März 2018 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter E. Derycke und P. Nihoul beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 25. April 2018 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Da keine Sitzung beantragt wurde, wurde die Rechtssache am 25. April 2018 zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachengebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

## II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

*In Bezug auf die fraglichen Bestimmungen*

B.1. Die VoG « Vlaams Huurdersplatform », klagende Partei, beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 6 Nr. 4, 39 Nr. 1, 40 und 42 des flämischen Dekrets vom

14. Oktober 2016 zur Abänderung verschiedener Dekrete über das Wohnungswesen (im Folgenden: Dekret vom 14. Oktober 2016).

B.2.1. Durch das angefochtene Dekret möchte der Dekretgeber « sowohl rechtliche und technische Anpassungen » als auch « grundlegende Änderungen » an dem Dekret vom 15. Juli 1997 zur Festlegung des Flämischen Wohngesetzbuches (im Folgenden: das Flämische Wohngesetzbuch) vornehmen:

« Les adaptations juridiques et techniques tendent à permettre une application plus souple des décrets concernés, sans toucher aux grands principes, concepts et objectifs. Les adaptations de fond apportées aux décrets visés participent de l'optimisation et de l'actualisation de la réglementation du logement.

[...]

Les modifications apportées aux articles relatifs au bail social concernent la lutte contre la fraude au domicile dans le logement social, l'introduction de contrats temporaires et enfin la lutte contre les nuisances en matière de logement » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2015-2016, n° 814/1, p. 3).

« Le Code flamand du logement est en quelque sorte la Constitution de la politique du logement en Flandre. Il en définit le cadre. Le principe de base du Code flamand du logement est que chaque citoyen a droit à un logement décent. Ce droit à un logement conforme à la dignité humaine ne se réduit pas au simple fait d'avoir un toit sur la tête. L'autorité doit s'efforcer de garantir à chacun une sécurité de logement suffisante, dans un logement de bonne qualité, adapté à sa situation personnelle et à celle de son ménage. Le logement doit être situé dans un environnement décent et doit également être accessible à un prix abordable » (*ibid.*, p. 10).

Der Dekretgeber beabsichtigt somit, soziale Mietwohnungen den Personen vorzubehalten, die ihrer am dringendsten bedürfen, und zwar so lange wie notwendig.

Damit diese Zielsetzung erreicht werden kann, sieht das Dekret vom 14. Oktober 2016 mehrere Maßnahmen vor, darunter befristete Mietverträge, die Kündigung des sozialen Mietvertrags wegen Unterbelegung und eine stärkere Bekämpfung des Wohnsitzbetrugs.

B.2.2. Der angefochtene Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 bestimmt:

« Dans l'article 2 du décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement, modifié en dernier lieu par le décret du 4 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

[...]

4° il est ajouté un § 6 et un § 7, rédigés comme suit :

‘ § 6. Lorsqu’ils l’estiment nécessaire, les inspecteurs du logement, visés à l’article 20, § 2, ou les fonctionnaires de surveillance, visés à l’article 29*bis*, communiquent les informations obtenues lors de leur examen à tous les fonctionnaires chargés du contrôle sur une autre législation ou de l’application d’une autre législation, lorsque ces informations peuvent les concerner lors de l’exercice du contrôle dont ils sont chargés ou pour l’application d’une autre législation. Les inspecteurs du logement, visés à l’article 20, § 2, ou les fonctionnaires de surveillance, visés à l’article 29*bis*, peuvent également communiquer ces informations aux bailleurs sociaux, visés au paragraphe 1er, alinéa premier, 22°, lorsqu’ils l’estiment nécessaire.

Les informations obtenues lors de l’exercice des obligations, prescrites par l’autorité judiciaire, ne peuvent être communiquées qu’après autorisation explicite de l’autorité judiciaire.

Les fonctionnaires chargés du contrôle sur une autre législation ou de l’application d’une autre législation, et les bailleurs sociaux, visés au paragraphe 1er, alinéa premier, 22°, ne peuvent utiliser les informations, obtenues en vertu de ce paragraphe, que pour l’exercice de toutes les missions dont ils sont chargés.

§ 7. Sans préjudice de l’application de l’article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, tous les services de la Région flamande, la Communauté flamande, les provinces, les communes, les associations auxquelles ils appartiennent et les bailleurs sociaux, visés au paragraphe 1er, alinéa premier, 22°, fournissent aux inspecteurs du logement, visés à l’article 20, § 2, et aux fonctionnaires de surveillance, visés à l’article 29*bis*, à leur demande, toutes les informations que ces derniers estiment nécessaires pour le contrôle sur la législation dont ils sont chargés. Ils fournissent des informations sur tous les porteurs d’informations et donnent des copies dans n’importe quelle forme. Les informations et les copies sont fournies gratuitement.

Les informations et les porteurs d’informations, rassemblés lors de l’exercice des obligations, prescrites par l’autorité judiciaire, ne peuvent être communiqués qu’après autorisation explicite de l’autorité judiciaire.

Les inspecteurs du logement, visés à l’article 20, § 2, et les fonctionnaires de surveillance, visés à l’article 29*bis*, ne peuvent utiliser les informations, obtenues en vertu de ce paragraphe, que pour l’exercice de toutes les missions relatives à la surveillance dont ils sont chargés. ’ ».

B.2.3. Der angefochtene Artikel 39 Nr. 1 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 bestimmt:

« Dans l’article 92 du même décret, remplacé par le décret du 15 décembre 2006 et modifié par le décret du 31 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1er, alinéa premier, 3°, la phrase ‘ A la fin de la période d’essai, le contrat de location est continué sous forme d’un contrat de location de durée indéterminée; ’ est abrogée; ».

B.2.4. Der angefochtene Artikel 40 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 bestimmt:

« Dans le même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 3 juillet 2015, il est inséré un article 97bis, rédigé comme suit :

‘ Art. 97bis. § 1. Le présent article ne s’applique pas aux contrats de location conclus par des offices de location sociale.

§ 2. Les contrats de location conclus à partir de la date déterminée par le Gouvernement flamand, ont une durée de neuf ans.

Lorsque le contrat de location a trait à un logement dont le bailleur dispose pendant moins de neuf ans, la durée du contrat de location s’élève à la période dont le bailleur dispose.

Le Gouvernement flamand peut accorder des exceptions quant à la durée du contrat de location, entre autres pour l’hébergement provisoire de ménages en situation d’urgence ou en attente d’un logement adapté ou en cas de rénovation prévue du logement concerné.

Par dérogation à l’alinéa premier, un contrat de location est conclu pour une durée illimitée lorsque le locataire, visé à l’article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, a) et b) conclut un nouveau contrat de location suite à un déménagement vers une autre habitation sociale de location du même bailleur, ou d’un autre bailleur dans le cadre d’un projet de rénovation, à condition que le contrat de location initial soit entré en vigueur avant la date visée à l’alinéa premier.

Lorsqu’un locataire dont le contrat de location initial est conclu après la date visée à l’alinéa premier, conclut un nouveau contrat de location suite à un déménagement vers une autre habitation sociale de location du même bailleur, la durée de ce dernier contrat de location, majorée de la durée du contrat de location initi[al], ne peut excéder neuf ans ou neuf ans, majoré de la période d’une période de prolongation entamée, étant entendu que le nouveau contrat de location a une durée minimale de trois ans.

§ 3. Le contrat de location prend fin à l’expiration de la période de neuf ans lorsque la moyenne arithmétique du revenu du locataire, visé à l’article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, qui est pris en compte lors des trois dernières adaptations annuelles du loyer s’élève à au moins 125 % du revenu minimum applicable lors des trois derniers ajustements annuels du loyer.

Par dérogation à l’alinéa premier, la durée de neuf ans est prolongée une seule fois de trois ans lorsqu’un locataire tel que visé à l’article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, c), réside dans l’habitation exclusivement lorsque la limite visée à l’alinéa premier est atteinte ou dépassée en prenant en compte son revenu.

Par dérogation aux alinéas premier et deux, la durée du contrat de location est prolongée chaque fois de trois ans lorsqu’un locataire, visé à l’article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, c), dispense des soins de proximité tel que visé à l’article 2, 11°, du Décret sur les soins et le

logement du 13 mars 2009 à un locataire ou bénéficiaire de ces soins assurés par un locataire, tel que visé à l'article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, a) ou b), exclusivement lorsque la limite, visée à l'alinéa premier, est atteinte ou dépassée en prenant en compte le revenu du locataire, visé à l'article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, c).

Lorsque la condition, visée à l'alinéa premier, est remplie, le bailleur notifie une résiliation moyennant un préavis de six mois dont le dernier jour coïncide avec la date d'échéance du contrat de location.

Lorsque la condition, visée à l'alinéa premier, n'est pas remplie, le contrat de location est prolongé automatiquement pour une durée de trois ans. Ensuite, le contrat de location est prolongé chaque fois de trois ans lorsque la condition, visée à l'alinéa premier, n'est pas remplie. Lorsque la condition, visée à l'alinéa premier, est remplie, le bailleur notifie une résiliation moyennant un préavis de six mois dont le dernier jour coïncide avec la date d'échéance d'une période prolongée.

Le locataire, visé à l'article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, a) ou b), peut demander au bailleur de retirer la résiliation :

1° lorsqu'il démontre que le revenu actuel du locataire, visé à l'article 2, § 1er, alinéa premier, 34°, calculé sur trois mois consécutifs et extrapolé vers douze mois, précédant le commencement du délai de préavis, est inférieur au plafond de 125 %;

2° lorsqu'il démontre qu'il a demandé sa mise en retraite ou atteindra son âge légal de la retraite dans les trois ans de l'échéance du contrat de location et qu'il aura, suite à la mise en retraite, un revenu inférieur au plafond de 125 %;

3° lorsqu'il estime que le retrait de la résiliation est raisonnable pour des raisons de nécessité de logement.

§ 4. Le contrat de location prend fin à l'expiration de la période de neuf ans lorsque le locataire habite une habitation sous-occupée et refuse ou a refusé au moins deux offres d'une habitation adaptée à la nouvelle composition de son ménage dans le même environnement. Le bailleur notifie une résiliation moyennant un préavis de six mois dont le dernier jour coïncide avec la date d'échéance du contrat de location. Le Gouvernement flamand précise ce qu'on entend par 'habitation sous-occupée' et par 'même environnement' ainsi que les conditions auxquelles l'habitation offerte doit répondre.

Lorsque le locataire n'habite pas d'habitation sous-occupée ou lorsqu'il n'obtient aucune offre adaptée précédant le préavis, le contrat de location est automatiquement prolongé pour une durée de trois ans. Le contrat de location sera prolongé chaque fois de trois ans lorsque les conditions, visées à l'alinéa premier, ne sont pas remplies. Lorsque les conditions, visées à l'alinéa premier, sont remplies, le bailleur notifie une résiliation moyennant un préavis de six mois dont le dernier jour coïncide avec la date d'échéance d'une période prolongée.

Le locataire peut demander au bailleur de retirer la résiliation lorsque le locataire estime que le retrait de la résiliation est raisonnable pour des raisons de nécessité de logement.

§ 5. Lorsque la demande, visée au paragraphe 3, alinéa six, et au paragraphe 4, alinéa trois, n'est pas acceptée par le bailleur, le locataire peut introduire un recours auprès du

contrôleur. Le Gouvernement flamand arrête les délais et la procédure d'introduction de la demande de retrait de la résiliation et du recours. ' ».

B.2.5. Der angefochtene Artikel 42 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 bestimmt:

« Dans l'article 98 du même décret, modifié par les décrets des 15 décembre 2006, 21 novembre 2008 et 31 mai 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1er, alinéa premier, les mots ' conclu pour une durée indéterminée et ' sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1er, il est inséré un alinéa entre les alinéas quatre et cinq, rédigé comme suit :

' Lorsque le contrat de location est résilié conformément à l'article 97bis, §§ 3 et 4, la date d'échéance du contrat de location ou de la prolongation du contrat de location vaut, par dérogation à l'alinéa deux, comme date de fin du contrat de location. ';

3° dans le paragraphe 1er, les alinéas existants sept et huit sont abrogés;

4° dans le paragraphe 3, alinéa premier, les mots ' Le bailleur ne peut terminer le contrat de location que ' est remplacé par le membre de phrase ' Sans préjudice de l'application de l'article 97bis, le bailleur peut résilier le contrat de location ';

5° au paragraphe 3, alinéa premier, il est ajouté un point 3°, rédigé comme suit :

' 3° lorsque le locataire a joui indûment de bénéfices accordés par les dispositions du présent titre, ou a été admis indûment à une habitation sociale de location sur la base de déclarations inexactes ou incomplètes, faites de mauvaise foi. ';

6° dans le paragraphe 3, alinéa deux, les mots ' en cas d'un défaut grave ou persistent ' sont remplacés par le membre de phrase ' dans les cas, visés à l'alinéa premier, 2° et 3°, ' ».

B.3. Die klagende Partei macht zwei Nichtigkeitsklagegründe gegen die Artikel 6 Nr. 4, 39 Nr. 1, 40 und 42 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 geltend.

Der erste Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 11.1 des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte durch die Artikel 39 Nr. 1, 40 und 42 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 abgeleitet, insofern diese Bestimmungen bewirken, dass ab dem 1. März 2017 unbefristete soziale Mietverträge durch befristete soziale Mietverträge ersetzt werden.

Der zweite Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 17 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes durch Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 abgeleitet, insofern der angefochtene Artikel den Kontrolleuren, Inspektoren für Wohnungswesen und den verschiedenen Bediensteten der einzelnen Befugnisebenen eine zu umfangreiche Befugnis in Bezug auf den Austausch von Informationen zur Bekämpfung des Wohnsitzbetruges einräumen würde.

*In Bezug auf die befristeten sozialen Mietverträge (Artikel 39 Nr. 1, 40 und 42 des Dekrets vom 14. Oktober 2016)*

B.4.1. Der erste Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 3 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 11.1 des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte abgeleitet und in zwei Teilen formuliert: einen Verstoß gegen die Stillhalteverpflichtung einerseits und einen Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz andererseits.

B.4.2. Die intervenierende Partei macht eine Verletzung des Rechts auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben, das durch Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, des Verbots der Diskriminierung aufgrund des Vermögens, wie es in Artikel 20 Absatz 1 Nr. 6 des Dekrets vom 10. Juli 2008 zur Schaffung eines Rahmendekrets für die flämische Politik der Chancengleichheit und Gleichbehandlung (im Folgenden: Dekret über die Chancengleichheit) in Verbindung mit Artikel 16 § 3 desselben Dekrets und dem Grundsatz der Gesetzmäßigkeit, wie er in den Artikeln 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 3 der Verfassung und in Artikel 11 des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte enthalten ist, geltend. Nach Auffassung der intervenierenden Partei besteht nämlich ein direkter Zusammenhang zwischen der Wohnung und dem Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens, der Wohnstätte und des Briefverkehrs, weil die Wohnung einer Person die materiellen Umstände darstelle, unter denen die vorerwähnten Rechte wahrgenommen werden könnten.



B.4.3. Die Flämische Regierung macht geltend, dass der Beitritt der VoG « Liga voor Mensenrechten » zum Verfahren unzulässig sei, weil er neue Klagegründe enthalte. Außerdem sei der Beitritt zum Verfahren insofern unzulässig, als er eine Kontrolle des Dekrets vom 14. Oktober 2016 anhand des Dekrets über die Chancengleichheit bezwecke.

B.4.4. Die von der intervenierenden Partei erhobenen Beschwerdegründe können nur insoweit berücksichtigt werden, als sie mit den in der Antragschrift formulierten Klagegründen zusammenhängen. Denn Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof verbietet es, dass in einem Interventionsschriftsatz neue Klagegründe formuliert werden. Da die Beschwerdegründe, die aus einer Verletzung des Rechts auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben, des Verbots der Diskriminierung aufgrund des Vermögens und des Grundsatzes der Gesetzmäßigkeit abgeleitet sind, nicht mit dem Klagegrund zusammenhängen, der von der klagenden Partei aus einem Verstoß gegen die Stillhalteverpflichtung und dem Grundsatz der Gleichheit abgeleitet wird, sind diese Beschwerdegründe unzulässig.

Der aus dem Verstoß gegen das Verbot der Diskriminierung aufgrund des Vermögens abgeleitete Beschwerdegrund ist zudem unzulässig, insofern er den Gerichtshof auffordert, das Dekret vom 14. Oktober 2016 anhand des Dekrets über die Chancengleichheit zu überprüfen. Gemäß Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof ist der Gerichtshof nicht befugt, Bestimmungen eines Dekrets anhand von anderen Bestimmungen eines Dekrets zu prüfen, die keine Regeln der Zuständigkeitsverteilung sind.

#### *Die Stillhalteverpflichtung*

B.5. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist aus einer Verletzung der Stillhalteverpflichtung, wie sie in Artikel 23 der Verfassung enthalten ist, in Verbindung mit Artikel 11.1 des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte abgeleitet, insofern das Recht auf eine Wohnung der neuen Sozialmieter stark eingeschränkt würde. Das Schutzniveau der neuen Sozialmieter würde sogar erhebliche Rückschritte in zweierlei Hinsicht erfahren, da die unbefristeten Mietverträge durch befristete Mietverträge ersetzt und die Möglichkeiten zur Kündigung der Sozialmietverträge ausgeweitet würden.

Nach Ansicht der klagenden Partei muss das Recht auf eine Wohnung der neuen Sozialmieter sorgfältig mit dem Recht auf eine Wohnung der Mietbewerber abgewägt werden, die eine angemessene Wohnung benötigen und auf eine Sozialwohnung warten. Die Entscheidung, den Zugang zu Sozialwohnungen für die wohnbedürftigen Mietbewerber zum Nachteil der in solchen wohnenden Sozialmieter zu erweitern, zeuge von einem minimalistischen Sozialwohnungsmodell, während das in Artikel 4 § 2 des Flämischen Wohngesetzbuches erwähnte maximalistische Sozialwohnungsmodell bedeute, durch die Verwirklichung des Grundrechts auf eine Wohnung eine dauerhafte Grundlage zu schaffen, mit der andere Rechte wahrgenommen werden könnten und der soziale Status der Berechtigten verbessert werden könne. Zumindest muss nach Ansicht der klagenden Partei geprüft werden, ob andere praktikable oder realistische Lösungen existierten oder nicht, um die Zahl der verfügbaren Sozialwohnungen im Hinblick auf einen schnelleren Zugang zu Sozialwohnungen von auf dem privaten Mietwohnungsmarkt schlecht untergebrachten oder sogar obdachlosen Mietbewerbern zu erhöhen, ohne jedoch die Sicherheit des Rechts auf eine Wohnung der neuen bewohnenden Sozialmieter zu gefährden.

B.6.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Zu diesem Zweck gewährleisten die verschiedenen Gesetzgeber unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmen sie die Bedingungen für ihre Ausübung. Diese Rechte umfassen insbesondere das Recht auf eine angemessene Wohnung. Es gehört zur Ermessensbefugnis eines jeden Gesetzgebers, die Maßnahmen zu bestimmen, die seines Erachtens angemessen und zweckmäßig erscheinen, um dieses Ziel zu verwirklichen.

Zudem enthält Artikel 23 der Verfassung eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.6.2. Artikel 11.1 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte bestimmt, dass die Vertragsstaaten dieses Pakts das Recht eines jeden auf einen angemessenen Lebensstandard für sich und seine Familie anerkennen, « einschließlich ausreichender Ernährung, Bekleidung und Unterbringung, sowie auf eine stetige

Verbesserung der Lebensbedingungen ». Die Vertragsstaaten müssen geeignete Schritte unternehmen, um die Verwirklichung dieses Rechts zu gewährleisten.

B.6.3. Die Stillhalteverpflichtung kann jedoch nicht so verstanden werden, dass sie jedem Gesetzgeber im Rahmen seiner Befugnisse die Verpflichtung auferlegt, die Modalitäten der Rechtsvorschriften zu sozialen Mietwohnungen nicht anzutasten. Sie verbietet es ihnen, Maßnahmen anzunehmen, die einen erheblichen Rückschritt des in Artikel 23 Absätze 1 und 3 Nr. 3 der Verfassung gewährleisteten Rechts bedeuten würden, ohne dass es dafür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt, doch sie entzieht ihnen nicht die Befugnis, darüber zu urteilen, wie dieses Recht auf die am besten geeignete Weise gewährleistet wird.

B.7.1. Die Bereitstellung einer Sozialwohnung stellt für den Mieter einen bedeutenden finanziellen Vorteil dar, der mit öffentlichen Mitteln finanziert wird und darin besteht, in den Vorteil einer Wohnung zu einem Mietpreis, der unter dem Marktpreis liegt, zu gelangen.

Der Dekretgeber möchte den Übergang von einer sozialen Mietwohnung zu einer Wohnung auf dem privaten Miet- und Kaufmarkt für die Personen fördern, die dafür die Mittel haben. Auf diese Weise können Sozialwohnungen nämlich den Personen zur Verfügung gestellt werden, die ihrer am meisten bedürfen. In diesem Zusammenhang ist in den Vorarbeiten angegeben:

« Nous constatons qu'en date du 31 décembre 2013, 78.540 unités de candidats-locataires (ménages ou personnes isolées) étaient inscrites sur une liste d'attente pour obtenir un logement social de location. Le temps d'attente moyen s'élève à 2,7 ans. [...] Pour que les logements sociaux restent réservés aux personnes qui en ont réellement besoin, et aussi longtemps qu'elles en ont besoin, les logements sociaux de location seront désormais mis à disposition à titre temporaire. Par analogie avec la loi sur les baux d'habitation, la durée du bail sera dans un premier temps fixée à neuf ans. En exécution de l'accord de gouvernement, les revenus seront, à l'issue de cette période, mis en balance avec le plafond de revenus applicable pour vérifier si le locataire fait encore partie du groupe-cible du logement social. Lors de cette mise en balance, le plafond de revenus applicable est relevé de 25 %, d'une part, pour éviter le piège à l'emploi, et, d'autre part, pour créer une marge supplémentaire afin que les revenus du ménage permettent de louer ou d'acquérir un logement sur le marché privé.

Le bail peut être prolongé par périodes de trois ans successives, à condition que le locataire remplisse encore les critères de revenus fixés » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2015-2016, n° 814/1, p. 5).

« On choisit de recourir à des contrats temporaires pour les nouveaux locataires (et ceci vaut également en ce qui concerne la possibilité d'une résiliation pour sous-occupation), comme c'est également le cas dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les contrats temporaires sont un signal fort pour faire comprendre aux occupants que le logement social est une aide temporaire, qui ne dure donc que tant que l'on appartient au groupe-cible défini (+ une marge de 25 %) » (*ibid.*, p. 6).

B.7.2. Die Zielgruppe der Sozialwohnungen ist auf der Grundlage des Begriffs der Wohnbedürftigkeit definiert. Gemäß Artikel 2 § 1 Absatz 1 Nr. 6 des Flämischen Wohngesetzbuches ist unter « wohnbedürftig » jede Person zu verstehen, « die sich in einer tatsächlichen wirtschaftlichen und sozialen Situation befindet, in der eine angemessene Wohnung nur mit einem ergänzenden oder umfassenden Beistand erworben oder unterhalten werden kann ».

Artikel 2 § 2 des Flämischen Wohngesetzbuches bestimmt, dass die Flämische Regierung nach Art der Hilfe die Kriterien zur Beurteilung der tatsächlichen Situation bestimmt, wobei die Einkommensgrenzen entsprechend der Zusammensetzung des Haushalts festgelegt werden. Durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 12. Oktober 2007 zur Regelung des Systems der Sozialmieten und zur Ausführung von Titel VII des Flämischen Wohngesetzbuches (im Folgenden: Rahmenerlass über das Sozialmietverhältnis) wurden die Einkommensgrenzen und die « Bedingung des Wohneigentums » festgelegt, die die Kriterien zur Definition der Zielgruppe für diese Art des Beistands darstellen.

Gemäß den Vorarbeiten soll durch die angefochtenen Bestimmungen « ein Auszug aus der Sozialwohnung für die Personen organisiert werden, die nicht mehr zur Zielgruppe gehören »:

« En ce qui concerne la sortie, le groupe-cible du logement social est encore étendu du fait de l'introduction d'une marge de 25 % au-delà du plafond de revenus. L'organisation de cette sortie permet de libérer des logements pour des personnes qui appartiennent au groupe-cible défini par l'arrêté-cadre sur le bail social » (*ibid.*, p. 6).

B.7.3. Aus den Vorarbeiten geht auch hervor, dass das Ziel des Dekretgebers die Bekämpfung der Unterbelegung der Sozialwohnungen ist:

« Actuellement, la réglementation ne prévoit pas d'incitants pour encourager les locataires qui occupent des logements trop grands à déménager pour occuper de plus petits logements. Selon le régime actuel, les locataires peuvent s'inscrire volontairement pour

déménager et emménager dans un plus petit logement, mais ils n'en ont donc pas l'obligation. [...]

Pour lutter contre la sous-occupation, il sera suffisamment tenu compte des caractéristiques du parc du logement, des caractéristiques des candidats locataires et de la pression sur certains segments du marché du logement. Les acteurs locaux sont le mieux placés pour en juger. Les bailleurs sociaux devront décider eux-mêmes, sur la base des caractéristiques du parc du logement, des caractéristiques des candidats-locataires inscrits sur leur liste d'attente et de la pression sur certains segments du marché du logement, si un déménagement s'avère nécessaire et s'ils font une offre. Lors de l'attribution, le bailleur social peut déroger à toutes les règles d'attribution. [...] Si un locataire ne veut pas collaborer, le bailleur social disposera désormais d'un moyen de pression. En fonction du système, si le locataire refuse pour la seconde fois une offre qui remplit les critères fixés, soit il paiera une indemnité pour sous-occupation, soit il se verra refuser la prolongation de son bail » (*ibid.*, p. 8).

B.8.1. Durch Artikel 39 Nr. 1 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 will der Dekretgeber Artikel 92 § 1 Absatz 1 Nr. 3 des Flämischen Wohngesetzbuches an die Einführung von befristeten Sozialmietverträgen anpassen. Denn aufgrund dieser Einführung werden die Sozialmietverträge nicht mehr unbefristet abgeschlossen. Nach Ablauf der Probezeit wird das Mietverhältnis für die verbleibende Laufzeit des Mietvertrags fortgesetzt.

B.8.2. Durch den angefochtenen Artikel 40 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 wird ein neuer Artikel 97*bis* in das Flämische Wohngesetzbuch eingefügt. Der erste Teil des ersten Klagegrunds, der von der klagenden Partei geltend gemacht wird, richtet sich ausschließlich gegen den neuen Artikel 97*bis* §§ 2, 3, 4 und 5 des Flämischen Wohngesetzbuches.

In den Vorarbeiten ist erläutert:

« Le paragraphe 2 instaure le principe des baux à durée déterminée pour la location d'un logement social en Région flamande. [...]

[...]

Le paragraphe 3 prévoit la prise en compte des revenus des locataires visés à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 34°, du Code flamand du logement lors de la mise en balance de ceux-ci avec le plafond de revenus. La notion de ' revenus ' est définie à l'article 1er, alinéa 1er, 15°, de l'arrêté-cadre sur le bail social. [...]

La réglementation en projet prévoit qu'il sera tenu compte des revenus lors des trois dernières adaptations annuelles du loyer et qu'on en calculera la moyenne arithmétique.

Pour ce qui est d'éviter le piège à l'emploi, [il est souligné que] pour qu'une amélioration temporaire de la situation de revenus ne donne pas lieu à une résiliation, [...] la moyenne arithmétique des revenus sur trois années civiles consécutives doit être fixée à 125 % ou plus du plafond de revenus applicable. [...]

[...] Si, après 8 ans et 6 mois au plus tard, le locataire n'a reçu aucune résiliation, son bail sera automatiquement prolongé. Ces périodes de trois ans peuvent chaque fois être prolongées aux mêmes conditions que la prolongation initiale.

Le locataire dont le revenu est trop élevé peut introduire une demande de retrait de la résiliation auprès du bailleur.

[...]

Le paragraphe 4 définit le deuxième critère qui sera évalué. Pour louer des logements sociaux sur la base d'un taux d'occupation optimal, le bailleur contrôlera à intervalles réguliers si le logement n'est pas sous-occupé. Si le bailleur constate que le logement est sous-occupé, il devra faire une offre valable, dans la mesure du possible, et ce, notamment sur la base des caractéristiques du parc de logements, des caractéristiques des candidats-locataires et de la pression sur certains segments du marché du logement. Le locataire doit accepter de déménager pour un autre logement social. Si le locataire refuse jusqu'à deux fois une offre valable et qu'il continue à habiter un logement sous-occupé lorsqu'une résiliation doit être donnée au plus tard, le bail ne sera pas prolongé et sera donc résilié. Le Gouvernement flamand doit définir la notion de 'logement sous-occupé' et fixer les conditions auxquelles le logement offert doit satisfaire. Le bail est prolongé si le logement n'est pas sous-occupé ou si le bailleur n'a pas pu faire une offre valable ou n'a pu en faire qu'une seule. Tant que l'une des deux conditions est toujours remplie, le bail sera chaque fois prolongé au terme de la période de trois ans.

Si le bail est résilié, le locataire peut introduire auprès du bailleur une demande de retrait de la résiliation. Dans ce cas, le locataire doit justifier sa demande par des motifs liés au besoin d'un logement décent.

Le paragraphe 5 instaure la possibilité d'un recours auprès du contrôleur, lorsque le locataire et le bailleur ne parviennent pas à un accord en ce qui concerne la demande de retrait de la résiliation. Le Gouvernement flamand arrêtera les délais et la procédure d'introduction de cette demande » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2015-2016, n° 814/1, pp. 49-52).

B.8.3. Durch den angefochtenen Artikel 42 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 will der Dekretgeber Artikel 98 des Flämischen Wohngesetzbuches ändern, um ihn infolge der Einführung von befristeten Mietverträgen anzupassen.

B.9.1. Der Dekretgeber darf die Sicherheit des Rechts auf eine Wohnung im Sektor der Sozialwohnungen nicht beeinträchtigen, die ein wesentliches Element zur konkreten Umsetzung des Rechtes auf eine angemessene Wohnung ist, das durch Artikel 23 der Verfassung garantiert wird. Die Ersetzung von unbefristeten Mietverträgen durch befristete

Mietverträge ändert das Recht auf Wohnsicherheit der Mieter, die ab dem 1. März 2017 einen sozialen Mietvertrag abschließen.

B.9.2. Zwar muss der Gerichtshof auf dem Gebiet der Wohnungspolitik die Beurteilung des Allgemeininteresses durch die Regionalgesetzgeber beachten, außer wenn diese Beurteilung offensichtlich unvernünftig ist, doch diese Ermessensbefugnis ist weniger groß, wenn diese Wohnungspolitik für eine gewisse Kategorie von Personen zum Verlust ihrer Wohnung zu führen droht, was tatsächlich als eine der weitestgehenden Einmischungen in das Recht auf Achtung der Wohnung angesehen wird (EuGHMR, 13. Mai 2008, *McCann* gegen Vereinigtes Königreich, § 50; 17. Oktober 2013, *Winterstein* gegen Frankreich, § 148).

B.10. Analog zu dem, was im allgemeinen Mietrecht vorgesehen ist, wird der soziale Mietvertrag nunmehr für eine befristete Laufzeit abgeschlossen. Nach den Vorarbeiten ist diese Änderung notwendig, « wenn man sicherstellen möchte, dass Sozialwohnungen den Personen vorbehalten bleiben, die ihrer wirklich bedürfen, und zwar so lange wie notwendig » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/1, S. 5). Außerdem « sind die befristeten Verträge für die Bewohner ein starkes Zeichen, dass die Sozialwohnung einen vorübergehenden Beistand darstellt, nämlich ein den Personen so lange gewährter Beistand, wie sie zur definierten Zielgruppe gehören » (*ibd.*, S. 6). In der Plenarsitzung hat die zuständige Ministerin außerdem erklärt, dass « die auf dem privaten Mietmarkt schutzbedürftigsten Personen einen größeren Anspruch auf eine Sozialwohnung haben als Personen, die ein Einkommen von etwa 45.000 [Euro] beziehen », sodass die auf 125 % festgelegte Einkommensgrenze gerechtfertigt sei (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Plenarsitzung vom 5. Oktober 2016, S. 44).

Die Dekretgebung ändert sich für die Sozialmieter, die diesen Status am Tag des Inkrafttretens des angefochtenen Dekrets haben (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/4, S. 8) nicht, sodass diese Mieter mit einem unbefristeten Mietvertrag bleiben.

Der Dekretgeber konnte somit ein System von befristeten Mietverträgen vorsehen. Dieses System ermöglicht es, den Mietmarkt für Sozialwohnungen besser der betreffenden Zielgruppe vorzubehalten.

B.11.1. Der Gerichtshof muss auch prüfen, ob diese Änderung das gebotene Schutzmaß nicht erheblich verringert und ob sie durch einen Grund des Allgemeininteresses gerechtfertigt ist.

B.11.2. Die befristeten Mietverträge für bewohnende Sozialmieter werden für Mieter, die die Wohnbedürftigkeitsbedingungen erfüllen, automatisch verlängert. Artikel 97*bis* § 1 des Flämischen Wohngesetzbuches sieht vor, dass der Mietvertrag für eine Laufzeit von neun Jahren abgeschlossen wird. Vor Ablauf des Zeitraums von neun Jahren nimmt der Vermieter von Sozialwohnungen eine doppelte Kontrolle vor: zum einen prüft er das Einkommen der Mieter und zum anderen prüft er, ob die Sozialwohnung nicht unterbelegt ist. Erfüllt der Mieter die beiden Bedingungen, wird sein Mietvertrag automatisch um drei Jahre verlängert (Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 und § 4 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches). Daher ist die Sicherheit des Rechts auf eine Wohnung für die definierte Zielgruppe von Sozialwohnungen gewährleistet.

B.11.3.1. Was das Einkommen betrifft, muss der Vermieter von Sozialwohnungen den Mietvertrag kündigen, wenn sich herausstellen sollte, dass der Durchschnitt des Einkommens mindestens 125 % der Einkommensgrenze beträgt, die auf den Mieter bei den letzten drei jährlichen Mietanpassungen anwendbar war. Im Gegensatz zu dem, was der Rahmenerlass über das Sozialmietverhältnis vorsah, ist die Überschreitung der Einkommensgrenze auf 125 % beschränkt, weil der Dekretgeber vom Grundsatz ausgeht, dass « alle Alleinstehenden und Familien, deren Einkommen mindestens 125 % der anwendbaren Einkommensgrenze beträgt, mehr Möglichkeiten als die auf der Warteliste eingetragenen Mietbewerber haben, die per definitionem ein geringeres Einkommen als die anwendbare Einkommensgrenze haben » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/1, SS. 53-54).

B.11.3.2. Eine zweifache Ausnahme ist für die Sozialmieter vorgesehen, die die Bedingungen bezüglich der Einkommensgrenze nicht mehr erfüllen und die somit vor der Kündigung ihres Sozialmietvertrags stehen würden (Artikel 97*bis* § 3 Absätze 2 und 3 des Flämischen Wohngesetzbuches). Diese beiden Ausnahmen beziehen sich auf den Fall, in dem der Mietvertrag gekündigt werden müsste, wenn das Einkommen des Mieters 125 % der Einkommensgrenze übersteigt, weil das Einkommen eines Mieters der Kategorie C ebenfalls berücksichtigt wird, wobei der Mieter der Kategorie C ein Mieter ist, der selbst keinen



Anspruch auf eine Sozialwohnung erheben kann und der dauerhaft mit einer anderen Person zusammenwohnt, die ihrerseits einen persönlichen Anspruch auf eine Sozialwohnung hat.

B.11.3.3. Wenn die Kündigung des Mietvertrags dem Mieter zugestellt wurde, kann dieser beim Vermieter eine Rücknahme der Kündigung beantragen (Artikel 97*bis* § 3 Absatz 6 des Flämischen Wohngesetzbuches). Wenn die Einkommensgrenze um 25 % überschritten wird, kann diese Rücknahme in drei Fällen beantragt werden, und zwar (1) wenn der Mieter nachweist, dass das gegenwärtige Einkommen geringer als die Grenze von 125 % ist, oder (2) wenn der Mieter nachweist, dass er seine Versetzung in den Ruhestand beantragt hat oder das gesetzliche Ruhestandsalter spätestens in den drei Jahren nach Ablauf des Mietvertrags erreicht und dass er nach seiner Versetzung in den Ruhestand über ein geringeres Einkommen als die Grenze von 125 % verfügen wird. Die Rücknahme kann ebenfalls stets vom Mieter beantragt werden, (3) wenn dieser der Ansicht ist, dass die Rücknahme der Kündigung aus Gründen im Zusammenhang mit der « Wohnbedürftigkeit » angemessen ist.

Durch die Einführung dieser verschiedenen Ausnahmefälle wollte der Dekretgeber gewährleisten, dass die konkrete Situation jedes Mieters hinsichtlich des Rechts auf eine angemessene Wohnung berücksichtigt wird. Insbesondere der Grund für die Rücknahme der Kündigung im Zusammenhang mit der « Wohnbedürftigkeit » ermöglicht es, sicherzustellen, dass Mietvertragskündigungen, die erhebliche Auswirkungen für die Sozialmieter haben, erneut im Hinblick auf alle relevanten tatsächlichen Umstände geprüft werden können. Um dieses Ziel zu erreichen, ist es erforderlich, dass diese erneute Überprüfung der Situation hinsichtlich der « Wohnbedürftigkeit » in umfassender, gerechter und vollkommen unabhängiger Weise unter Berücksichtigung des Umstands vorgenommen wird, dass der Entzug einer Sozialwohnung einen schwerwiegenden Eingriff in das Recht auf Achtung der Wohnung darstellt. Der Vermieter ist in dieser Hinsicht in einer geeigneten Position, um die relevanten tatsächlichen Umstände der Mietsituation zu beurteilen. Überdies besteht gegen die vom Vermieter getroffene Entscheidung die Möglichkeit einer Beschwerde beim Kontrolleur für sozialen Wohnungsbau.

B.11.4.1. Der Dekretgeber beabsichtigt ebenfalls, den Belegungsgrad des Bestands zu optimieren. Gemäß Artikel 97*bis* § 4 des Flämischen Wohngesetzbuches endet ein ab dem 1. März 2017 abgeschlossener Mietvertrag nach Ablauf des Zeitraums von neun Jahren, wenn

der Mieter eine unterbelegte Wohnung bewohnt oder mindestens zwei für die neue Zusammensetzung seines Haushalts geeignete Wohnungsangebote in demselben Wohnumfeld ablehnt oder abgelehnt hat. Der Vermieter stellt eine Kündigung mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten zu, deren letzter Tag dem Datum des Ablaufs des Mietvertrags entspricht.

B.11.4.2. Wenn die Kündigung des Mietvertrags dem Mieter zugestellt wird, kann dieser gemäß Artikel 97*bis* § 5 des Flämischen Wohngesetzbuches beim Vermieter beantragen, die Kündigung aus Gründen im Zusammenhang mit der « Wohnbedürftigkeit » zurückzunehmen (Artikel 97*bis* § 4 Absatz 3 des Flämischen Wohngesetzbuches). Auch in diesen Fall gewährleistet der Dekretgeber in Anbetracht des in B.11.3.3 Erwähnten, dass die konkrete Situation jedes Mieters vom Vermieter von Sozialwohnungen berücksichtigt wird.

B.11.5. Lehnt der Vermieter den vom Mieter gestellten Antrag auf Rücknahme der Kündigung ab, kann der Mieter gemäß Artikel 97*bis* § 5 des Flämischen Wohngesetzbuches beim Kontrolleur für sozialen Wohnungsbau eine Beschwerde einreichen (Artikel 29*bis* des Flämischen Wohngesetzbuches). Es handelt sich um eine administrative Abänderungsbeschwerde, die es dem Kontrolleur ermöglicht, erneut über alle Umstände der Kündigung zu entscheiden. Gegen diese Entscheidung kann wiederum eine Nichtigkeitsklage bei der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates erhoben werden.

B.12. Ohne dass zu bestimmen ist, ob es sich um einen bedeutenden Rückschritt des Schutzmaßes handelt, ist es ausreichend, in Bezug auf die in Artikel 23 der Verfassung enthaltene Stillhalteverpflichtung festzustellen, dass das System der befristeten Sozialmietverträge des Dekrets angesichts der Bedeutung der tatsächlichen Verwirklichung des Rechts auf eine angemessene Wohnung für die bedürftigsten Personen und angesichts der Sicherheit, die sich daraus für die genannte Zielgruppe hinsichtlich dieses Rechts ergibt, auf einem Grund des Allgemeininteresses beruht, der darin besteht, die sozialen Mietwohnungen den Personen vorzubehalten, die ihrer tatsächlich bedürfen, und zwar so lange wie notwendig. Die vorerwähnte Stillhalteverpflichtung wird somit nicht verletzt.

B.13. Vorbehaltlich der in B.15.4 aufgeführten Auslegung ist der erste Teil des ersten Klagegrunds unbegründet.

### *Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung*

B.14. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung durch Artikel 40 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 abgeleitet. Nach Ansicht der klagenden Partei erzeugt der neue Artikel 97bis § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches eine doppelte Diskriminierung und ist daher mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung unvereinbar.

B.15.1. Die Sozialmieter, deren Einkommen nach neun Jahren die Einkommensgrenze von 125 % übersteigen würde, würden aufgrund der Berücksichtigung des Einkommens eines Mieters der Kategorie C mit Sozialmietern verglichen, die nach zwölf, fünfzehn, achtzehn, usw. Jahren aufgrund der Berücksichtigung des Einkommens eines Mieters der Kategorie C ein zu hohes Einkommen hätten. Nach Auffassung der klagenden Partei können allein die Sozialmieter der ersten Kategorie von der Anwendung des Artikels 97bis § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches profitieren.

Die Sozialmieter, deren Mietvertrag in Anwendung von Artikel 97bis § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches für drei Jahre verlängert würde, würden mit den Sozialmietern verglichen, deren Mietvertrag in Anwendung von Artikel 97bis § 3 Absatz 5 für drei Jahre verlängert würde, weil ihr Einkommen die Grenze von 125 % nicht übersteige. Nach Auffassung der klagenden Partei können die Sozialmieter der ersten Kategorie keinen Anspruch auf eine weitere Verlängerung für drei Jahre erheben, auch wenn ihr Einkommen die Grenze von 125 % nicht übersteigt (Artikel 97bis § 3 Absatz 5 des Flämischen Wohngesetzbuches).

B.15.2. Gemäß Artikel 97bis § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches wird der neunjährige soziale Mietvertrag einmalig um einen Zeitraum von drei Jahren verlängert, wenn ein Mieter der Kategorie C die betreffende Wohnung teilt und die Obergrenze von 125 % aufgrund der Berücksichtigung seines Einkommens erreicht oder überschritten wird. Es ist also eine Ausnahme von der Regel vorgesehen, nach der der Sozialmietvertrag gekündigt wird, wenn sich herausstellt, dass das Einkommen des Sozialmieters zu hoch ist. Wenn aufgrund des Einkommens eines Mieters der Kategorie C die anwendbare Einkommensgrenze überschritten wird, wird der Sozialmietvertrag dennoch für einen Zeitraum von drei Jahren verlängert, allerdings nur ein einziges Mal.

B.15.3. Die klagende Partei interpretiert diese einmalige Verlängerung des Sozialmietvertrags so, dass sie nur erfolgen kann, wenn die Überschreitung der Einkommensgrenze während der ursprünglichen Mietlaufzeit von neun Jahren eingetreten ist, und dass sie während der späteren Verlängerungen von drei Jahren nicht zur Anwendung kommen kann.

B.15.4. Betrachtet man Artikel 97*bis* als Ganzes, ist jedoch festzustellen, dass die Regel nach Absatz 1, nach der der Mietvertrag nach neun Jahren gekündigt wird, wenn das Einkommen zu hoch ist, und die in Absatz 2 festgelegte Ausnahme von dieser Regel, wonach der Sozialmietvertrag um drei Jahre verlängert wird, wenn das Einkommen die Grenze wegen der Berücksichtigung des Einkommens eines Mieters der Kategorie C überschreitet, in Verbindung mit Absatz 5 zu lesen sind, der die Kündigung nach aufeinanderfolgenden Zeiträumen von jeweils drei Jahren regelt, wenn das Einkommen zu hoch ist. Aus dieser Verbindung geht hervor, dass die in Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches enthaltene Ausnahme auch gilt, wenn der Mietvertrag in Anwendung von Absatz 5 bereits für einen Zeitraum von drei Jahren verlängert worden ist.

Diese Auslegung von Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches berücksichtigt auch die Absicht des Dekretgebers, die in diesem Sinne in den Vorarbeiten zum Ausdruck kommt:

« Les revenus du locataire, visés à l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 34°, c), sont pris en compte pour la mise en balance des revenus du locataire avec les plafonds de revenus, étant entendu qu'une prolongation du bail pour une seule période de trois ans est accordée lorsque le locataire atteint la limite ou la dépasse du fait de la prise en compte de ses revenus. De cette manière, les locataires se voient accorder suffisamment de temps pour tenir compte des conséquences de la nouvelle mesure » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2015-2016, n° 814/1, p. 50).

Der Dekretgeber wollte also keine Unterscheidung zwischen den Sozialmietern danach vornehmen, ob diese die Sozialwohnung in der ursprünglichen Laufzeit des Sozialmietvertrags von neun Jahren oder in einem späteren Verlängerungszeitraum von drei Jahren bewohnen.

Der Behandlungsunterschied besteht somit nicht, und Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohnungsbuches verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.16.1. Die Sozialmieter, die auf der Grundlage von Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohnungsbuches eine einmalige Verlängerung ihres Mietvertrags erhalten haben, können nach Ansicht der klagenden Partei keinen Anspruch mehr auf eine Verlängerung auf der Grundlage von Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 des Flämischen Wohnungsbuches erheben, während die Sozialmieter, denen nach Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 eine anfängliche Verlängerung gewährt wurde, noch eine Verlängerung ihres Mietvertrags erhalten können.

B.16.2. Gemäß Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 des Flämischen Wohnungsbuches wird der Mietvertrag automatisch für einen Zeitraum von drei Jahren verlängert, wenn das Einkommen des Mieters weniger als 125 % der Einkommensgrenze beträgt.

Nach Ansicht der klagenden Partei können die Sozialmieter keine weitere Verlängerung von 3 Jahren beanspruchen, wenn sie bereits eine Verlängerung von drei Jahren auf der Grundlage von Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohnungsbuches erhalten haben.

B.16.3. Angesichts des in B.15.4 Erwähnten muss Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 des Flämischen Wohnungsbuches in Verbindung mit Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 betrachtet werden. Die Anwendung der in Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 vorgesehenen Ausnahme schließt keineswegs die spätere Anwendung von Artikel 97*bis* § 3 Absatz 5 des Flämischen Wohnungsbuches aus, sodass die beiden Grundlagen der Verlängerung des Sozialmietvertrags nacheinander Anwendung finden können.

Somit bezieht sich die Verwendung des Ausdrucks « einmalig » in Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 ausschließlich auf Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 und bedeutet, dass der Dekretgeber die Anwendung des in Artikel 97*bis* § 3 Absatz 2 genannten Ausnahmegrundes auf ein einziges Mal beschränken wollte, während er zugleich dem Sozialmieter ausreichend Zeit geben wollte, um eine andere Wohnung zu finden und « um sich auf die Folgen der neuen Maßnahme einstellen zu können » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/1, S. 50).

B.16.4. Vorbehaltlich der in B.16.3 erwähnten Auslegung besteht der von der klagenden Partei angeführte Behandlungsunterschied nicht.

B.17. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist unbegründet.

*In Bezug auf den Wohnsitzbetrug (Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016)*

B.18. Die klagende Partei leitet einen zweiten Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 17 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes ab.

Die klagende Partei vertritt die Meinung, dass den Kontrolleuren, der Inspektion für Wohnungswesen und den verschiedenen Bediensteten der verschiedenen Befugnisebenen eine zu umfangreiche Befugnis in Bezug auf den angesichts der jeweiligen Zuständigkeiten für zweckdienlich erachteten Informationsaustausch im Hinblick auf die Bekämpfung des Wohnsitzbetruges eingeräumt werde.

B.19.1. Die intervenierende Partei führt einen Verstoß gegen die Artikel 2 (a), 6, 13 und 22 der Richtlinie 95/46/EG vom 24. Oktober 1995 des Europäischen Parlaments und des Rates zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und gegen die Artikel 7, 8 und 52 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union an.

B.19.2. Die Flämische Regierung macht geltend, dass der Beitritt der VoG « Liga voor Mensenrechten » zum Verfahren zumindest teilweise unzulässig sei, weil er neue Klagegründe enthalte.

Außerdem beziehe sich der von der klagenden Partei vorgebrachte Beschwerdegrund auf die möglicherweise nicht hinreichend nachgewiesene Notwendigkeit einer Ermächtigung für den Austausch von Informationen, während der von der intervenierenden Partei vorgebrachte Beschwerdegrund die Feststellung betreffe, dass der fragliche Informationsaustausch mit unzureichenden Garantien versehen sei. Nach Auffassung der Flämischen Regierung haben

diese beiden Beschwerdegründe unterschiedliche Inhalte, sodass der von der intervenierenden Partei geltend gemachte Beschwerdegrund unzulässig sei.

B.19.3. Eine intervenierende Partei darf die ursprüngliche Klage nicht ändern oder erweitern. Die von der intervenierenden Partei erhobenen Beschwerdegründe können nur insoweit berücksichtigt werden, als sie mit den in der Antragschrift formulierten Klagegründen zusammenhängen. Da sie nicht mit dem von der klagenden Partei geltend gemachten Klagegrund zusammenhängen, sind die aus einem etwaigen Verstoß gegen die Artikel 2 (a), 6, 13 und 22 der inzwischen aufgehobenen Richtlinie 95/46/EG und die Artikel 7, 8 und 52 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union abgeleiteten Beschwerdegründe unzulässig.

Zudem ist der aus einem etwaigen Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 17 des Internationalen Pakts über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes abgeleitete Beschwerdegrund, weil der Informationsaustausch nicht mit ausreichenden Garantien versehen sei, ebenfalls unzulässig, da es sich im vorliegenden Fall um einen neuen Klagegrund handelt, der nicht als eine Bemerkung im Sinne von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof angesehen werden kann.

B.20.1. Nach Ansicht der Flämischen Regierung ist der zweite Klagegrund der klagenden Partei teilweise unzulässig, insofern er aus einem möglichen Verstoß gegen Artikel 16 des Übereinkommens vom 20. November 1989 über die Rechte des Kindes abgeleitet ist, da die klagende Partei nicht das geringste Argument zur Untermauerung dieser These vorbringe.

B.20.2. Wegen mangelnder Darlegung ist der zweite Klagegrund, was den vorgebrachten Verstoß gegen Artikel 16 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes betrifft, unzulässig.

B.21. Das Recht auf Achtung des Privatlebens, so wie es durch die Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleistet wird, dient im Wesentlichen dazu, die Personen gegen Einmischungen in ihr Privatleben zu schützen.

Dieses Recht hat eine große Tragweite und beinhaltet unter anderem den Schutz von personenbezogenen Daten und persönlichen Informationen, und zwar insbesondere: Name, Adresse, Berufstätigkeiten, persönliche Beziehungen, digitale Fingerabdrücke, Kamerabilder, Fotos, Kommunikationsdaten, DNA-Daten, gerichtliche Daten (Verurteilung oder Verdächtigungen), finanzielle Daten und Informationen über Besitz (siehe unter anderem EuGHMR, 23. März 1987, *Leander* gegen Schweden, §§ 47-48; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper* gegen Vereinigtes Königreich, §§ 66-68; 17. Dezember 2009, *B.B.* gegen Frankreich, § 57; 10. Februar 2011, *Dimitrov-Kazakov* gegen Bulgarien, §§ 29-31; 18. Oktober 2011, *Khelili* gegen Schweiz, §§ 55-57; 18. April 2013, *M.K.* gegen Frankreich, § 26; 18. September 2014, *Brunet* gegen Frankreich, § 31; 7. Dezember 2017, *Yonchev* gegen Bulgarien, §§ 45 und 49).

B.22.1. Die Rechte, die durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet werden, sind jedoch nicht absolut.

Sie schließen eine Einmischung der Behörden in das Recht auf Achtung des Privatlebens nicht aus, erfordern es aber, dass sie durch eine ausreichend präzise gesetzliche Bestimmung erlaubt wird, dass sie einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf in einer demokratischen Gesellschaft entspricht und dass sie im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel steht. Diese Bestimmungen beinhalten für die Behörden außerdem die positive Verpflichtung, Maßnahmen zu ergreifen, die eine tatsächliche Achtung des Privatlebens gewährleisten, selbst im Bereich der Beziehungen zwischen Einzelpersonen.

B.22.3. Der Dekretgeber muss außerdem Artikel 22 Absatz 1 der Verfassung beachten, nach dem allein der föderale Gesetzgeber festlegen kann, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen das Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben eingeschränkt werden darf.

Zwar tut der Umstand, dass eine Einmischung in das Privatleben die Folge der Regelung eines bestimmten, dem Dekretgeber zugewiesenen Sachbereiches ist, dieser Zuständigkeit keinen Abbruch, der Dekretgeber ist aber verpflichtet, die allgemeinen föderalen Vorschriften zu beachten, die den Wert einer Mindestregelung für alle Bereiche haben. Insoweit die angefochtenen Bestimmungen den Austausch von personenbezogenen Daten betreffen, ist der



Dekretgeber an die Mindestgarantien gebunden, die in der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) vorgesehen sind.

B.23.1. Der angefochtene Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 ergänzt Artikel 2 des Flämischen Wohngesetzbuches durch die Paragraphen 6 und 7. Die vorerwähnten Bestimmungen sehen einen Informationsaustausch vor, mit dem der Wohnsitzbetrug bekämpft werden kann. Gemäß Paragraph 6 sind die Inspektoren für Wohnungswesen und die Kontrolleure damit beauftragt, die Informationen, die sie bei ihrer Überprüfung erhalten haben, den Bediensteten, die mit der Kontrolle anderer Rechtsvorschriften oder in Anwendung anderer Rechtsvorschriften beauftragt sind, wenn und soweit diese Informationen für die genannten Bediensteten bei der Ausübung ihrer gesetzlichen Aufträge von Interesse sein können, sowie den Vermietern von Sozialwohnungen bereitzustellen, wenn und soweit die Inspektoren für Wohnungswesen oder die Kontrolleure es für notwendig erachten. Gemäß Paragraph 7 sind die anderen Dienste der Flämischen Region, die Flämische Gemeinschaft, die Provinzen, die Gemeinden, die interkommunalen Vereinigungen und die Vermieter von Sozialwohnungen damit beauftragt, den Inspektoren für Wohnungswesen oder den Kontrolleuren, wenn und soweit diese darum ersuchen, alle Informationen zu übermitteln, die sie für die Überwachung der Einhaltung der Rechtsvorschriften, für die sie zuständig sind, für zweckdienlich erachten.

B.23.2. Durch das angefochtene Dekret wollte der Dekretgeber insbesondere die Bekämpfung des Wohnsitzbetruges verstärken. Nach den Vorarbeiten kann der Wohnsitzbetrug in zwei Formen auftreten:

« Premièrement, il y a la situation dans laquelle le locataire n'occupe pas le logement social comme résidence principale ou n'y est pas domicilié. D'un point de vue social, ceci est inacceptable. De cette manière, le logement social est détourné de son objectif, à savoir l'hébergement d'un groupe-cible vulnérable pour un loyer social correct et adapté. Le fait de ne pas occuper le logement social a également pour effet que les listes d'attente s'allongent : si le locataire social n'utilise de toute façon pas le logement social pour se loger, mieux vaut attribuer ce logement social à une personne ou à un ménage qui en ont davantage besoin. Deuxièmement, il y a la situation dans laquelle le locataire permet à des personnes de cohabiter dans son logement de manière durable, sans que ces personnes figurent sur le contrat de location. Ceci aussi est inacceptable. L'occupation maximale du logement social peut être dépassée sans que le bailleur en soit informé et le calcul du loyer est faussé, de sorte

que le bailleur social perd des revenus locatifs. Un loyer inadéquat compromet aussi le sentiment de justice et de solidarité parmi les locataires.

La recherche, la poursuite et la répression de la fraude au domicile relèvent déjà de l'ensemble des tâches attribuées au contrôleur du logement social et à l'inspecteur du logement, mais, dans la pratique, force est de constater que ces tâches sont chronophages et difficiles à réaliser. Il convient d'apporter un certain nombre d'adaptations dans le Code flamand du logement en vue de faciliter et de renforcer l'efficacité de l'exercice de ces tâches » (*Doc. parl.* Parlement flamand, 2015-2016, n° 814/1, pp. 3-4).

B.23.3. Der angefochtene Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 führt analog zu den Artikeln 54 und 55 des Sozialstrafgesetzbuches eine Regelung ein, mit der der Informationsaustausch erleichtert und klarer gestaltet werden soll; eine Ausnahme von dem allgemeinrechtlichen Grundsatz des Geheimnisses der strafrechtlichen Untersuchung ist vorgesehen. In diesem Zusammenhang ist in den Vorarbeiten angegeben:

« Par rapport au Code d'instruction criminelle, les dispositions du Code pénal social sont considérées comme une *lex specialis* qui prévoit des dispositions spécifiques et dérogoires en ce qui concerne le secret de l'enquête, lesquelles priment dès lors le régime général du Code d'instruction criminelle (‘ *lex specialis derogat lex generali* ’).

En ajoutant les paragraphes 6 et 7, le législateur décrétal inscrit dans le Code flamand du logement des dispositions analogues aux articles 54 et 55 du Code pénal social. En effet, la lutte contre la fraude au domicile dans le logement social repose par excellence, tout comme la lutte contre la fraude sociale, sur une coopération entre les contrôleurs, les verbalisants de la police locale (agents de quartier) et les bailleurs sociaux.

Le paragraphe 6 en projet règle la transmission d'informations par les inspecteurs du logement et par les contrôleurs à d'autres agents chargés du contrôle d'une autre législation ou en application d'une autre législation, dans la mesure où ces informations peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice du contrôle dont ils sont chargés ou pour l'application d'une autre législation. Il ne s'agit pas ici d'un échange de données électroniques systématique et organisé, mais d'un transfert occasionnel de données liées à un dossier. [...] Il ressort de la formulation du paragraphe en projet que la compétence de transmission des informations est bien délimitée. Les inspecteurs du logement et les contrôleurs agissent chacun dans le cadre de leurs compétences décrétales respectives et ne peuvent dès lors transmettre que les informations qu'ils ont obtenues dans ce cadre. Ils ne peuvent collecter des informations que si celles-ci sont nécessaires pour l'exercice de leurs tâches. En outre, les informations ne peuvent être transmises qu'à d'autres fonctionnaires et pour autant que ces informations intéressent ces derniers. Les informations transmises ne sortent donc pas de la sphère des pouvoirs publics.

[...]

L'échange d'informations visé sert l'intérêt général. Afin de maintenir la viabilité de notre Etat providence et de permettre aux personnes qui en ont réellement besoin de continuer à recevoir l'aide de cet Etat providence social, il faut également lutter efficacement contre les

recours abusifs à l'Etat providence. La mesure est en outre proportionnée, étant donné que la transmission d'informations est limitée aux données qui peuvent être utiles pour ces services publics. Les inspecteurs du logement et les contrôleurs ne sont donc pas autorisés à transmettre des informations autres que celles qui sont pertinentes pour le service public en question.

Ce paragraphe constitue également une base décrétable pour communiquer ces informations aux bailleurs sociaux, étant donné qu'ils jouent également un rôle important dans la lutte contre la fraude au domicile. Les bailleurs sociaux ont pour tâche de lutter en première ligne contre la fraude au domicile. [...]

[...]

Le paragraphe 7 en projet règle la demande d'informations par les inspecteurs du logement et par les contrôleurs auprès d'autres autorités et instances. L'obligation de fournir des informations aux inspecteurs du logement et aux contrôleurs est ici fixée de manière générale. Bien entendu, les inspecteurs du logement et les contrôleurs ne peuvent faire usage de cette compétence que dans l'exercice de leurs missions. Il sera conclu, entre l'Etat, les autres régions et les autres communautés, un accord de coopération qui réglera la transmission des informations à l'inspecteur du logement et au contrôleur par les services de l'Etat fédéral, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, les autres régions et les autres communautés, les institutions publiques qui en dépendent, les coûts que cela représente, ainsi que les autres formes d'aide mutuelle et de collaboration. [...]

Ici aussi, il est précisé que les informations qui sont collectées à la demande expresse de la justice ne peuvent être communiquées à l'inspecteur du logement ou au contrôleur qu'avec l'autorisation explicite de la justice » (*ibid.*, pp. 18-20).

B.23.4. Indem er den Informationsaustausch im Hinblick auf eine einfachere Ahndung des Wohnsitzbetruges erlaubt, gestattet der angefochtene Artikel 6 Nr. 4 eine Einmischung in das Privatleben der von dieser Erhebung und von diesem Informationsaustausch betroffenen Personen.

Gemäß Artikel 6 Absatz 1 Bst. b und c der vorerwähnten Verordnung (EU) 2016/679 ist dieser Informationsaustausch zulässig, da die Verarbeitung für die Erfüllung eines Vertrags, dessen Vertragspartei die betroffene Person ist, notwendig ist, und er ist ebenfalls für die Wahrnehmung einer Aufgabe erforderlich, die dem Verantwortlichen übertragen wurde.

B.24.1. Wie die vorerwähnten Vorarbeiten bestätigen, ist der Umfang des Informationsaustausches ausdrücklich beschränkt.

So dürfen etwaige Informationen, die für eine Gerichtsbehörde eingeholt oder erhoben wurden, erst nach ausdrücklicher Genehmigung der Gerichtsbehörde weitergegeben werden

(Artikel 2 § 6 Absatz 2 und § 7 Absatz 2 des Flämischen Wohngesetzbuches). Außerdem darf die Stelle, die die eingeholten Informationen erhält, sie nur benutzen, um ihren gesetzlichen Auftrag auszuführen (Artikel 2 § 6 Absatz 3 und § 7 Absatz 3 des Flämischen Wohngesetzbuches). Bei der Übermittlung von Informationen seitens der anderen Dienste der Flämischen Region, der Flämischen Gemeinschaft, der Provinzen, der Gemeinden, der interkommunalen Vereinigungen und der Vermieter von Sozialwohnungen an die Inspektoren für Wohnungswesen und die Kontrolleure bleibt auch die Anwendung von Artikel 44/1 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt unberührt (Artikel 2 § 7 Absatz 1 des Flämischen Wohngesetzbuches).

B.24.2. Die angefochtene Bestimmung erweitert nicht die Ermittlungsbefugnisse der Stellen, die Informationen austauschen können (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/1, S. 4). Der Informationsaustausch betrifft ausschließlich Daten, die die betreffenden Stellen bereits jetzt im Rahmen ihrer bestehenden Ermittlungsbefugnisse unter Berücksichtigung des gesetzlichen Rahmens für die Verarbeitung personenbezogener Daten erhalten können.

Zudem erweitert die angefochtene Bestimmung die Weise, in der die erhaltenen Informationen vom Empfänger genutzt werden dürfen, keineswegs. Die Stelle, die die Informationen erhält, darf sie nur nutzen, um ihren gesetzlichen Auftrag auszuführen (Artikel 2 § 6 Absatz 3 und § 7 Absatz 3 des Flämischen Wohngesetzbuches). Die Stelle, die die Informationen bereitstellt, muss ihrerseits prüfen, ob die Informationen, die übermittelt werden sollen, für die Stelle, die sie erhält, im Rahmen ihres gesetzlichen Auftrags wirklich relevant und zweckdienlich sind.

B.24.3. Die Rechtsvorschriften zum Informationsaustausch, die angefochten werden, haben somit einzig und allein zur Folge, dass die Informationen, über die die Behörden bereits verfügen, nicht erneut beim Rechtsunterworfenen durch eine andere staatliche Stelle, die von ihrer Ermittlungsbefugnis Gebrauch macht, überprüft werden müssen.

Diese Rechtsvorschriften sollen die bestehenden Instrumente optimieren:

« Indem sie einen besseren Datenfluss vorsehen, ermöglichen sie es, den Wohnsitzbetrug einerseits effizienter und andererseits angemessener zu bekämpfen » (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2015-2016, Nr. 814/1, SS. 20-21).

B.25. Der Dekretgeber konnte der Ansicht sein, dass die Erhebung und der Austausch von Daten für die vom Dekret vom 14. Oktober 2016 verfolgte Zielsetzung notwendig sind, nämlich Wohnsitzbetrug besser aufzudecken und zu ahnden.

Durch die Regelung des Austauschs der Daten, die übermittelt werden müssen, kann dieses Ziel durch den angefochtenen Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 mit einem Mittel erreicht werden, das sachdienlich ist.

Der Datenaustausch ist verhältnismäßig, da im Text des Dekrets selbst ausdrücklich bestimmt ist, dass die Stelle, die die Informationen erhält, diese Daten nur zur Ausführung des gesetzlichen Auftrags, der ihr übertragen wurde, benutzen darf, und dass die Stelle, die die Informationen bereitstellt, ihrerseits prüfen muss, ob die Informationen, die übermittelt werden sollen, für die Stelle, die diese Daten erhält, wirklich relevant und zweckdienlich sind, um ihren gesetzlichen Auftrag zu erfüllen.

B.26. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage vorbehaltlich in der B.15.4 und B.16.3 erwähnten Auslegungen zurück.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Juli 2018.

Der Kanzler,

Der Präsident,

P.-Y. Dutilleux

A. Alen